

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Société EPUR CENTRE EST
Rue Einstein à Mâcon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Modification des prescriptions relatives à
l'exploitation d'un centre de transit, regroupement
et tri de déchets de pneumatiques

N° 2012179-0063

Vu le code de l'environnement, titre Ier du livre V,

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu les arrêtés préfectoraux n° 09-04410 du 5 octobre 2009 et n° 11-03522 du 19 juillet 2011 délivrés à la société EPUR CENTRE EST pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de MACON, rue Einstein,

Vu le dossier de la société EPUR CENTRE EST du 20 avril 2012 relatif à la modification de l'exploitation du site,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 4 juin 2012,

Considérant qu'à la suite de la réorganisation du fonctionnement de l'établissement, les installations relèvent désormais du régime de la déclaration pour la rubrique 2714,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 09-04410 du 5 octobre 2009 et n° 11-03522 du 19 juillet 2011 sont abrogées.

ARTICLE 2

L'installation de transit et regroupement de déchets de pneumatiques, située rue Einstein à Mâcon, exploitée par la société EPUR CENTRE EST relève de la rubrique **2714-2** de la nomenclature des installations classées : **installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.**

ARTICLE 3

Le pétitionnaire devra, pour cette installation, se conformer strictement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714, ainsi qu'à toutes autres qu'il serait reconnu utile de lui imposer par la suite, dans l'intérêt de la sécurité et de l'hygiène publiques ainsi que pour la commodité du voisinage.

ARTICLE 4

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 5

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le maire de Mâcon, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EPUR CENTRE EST et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental des territoires à Mâcon
- Mme la déléguée territoriale de Saône-et-Loire de l'agence régionale de santé de Bourgogne à Mâcon
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours à Mâcon
- M. le directeur de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DIRECCTE de Bourgogne à Mâcon
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile à Mâcon
- M. le chef de l'unité territoriale de la DREAL de Bourgogne à Mâcon

Fait à Mâcon, le 27 JUIN 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES